

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone N°07 (du 14 au 19 février 2011)

La crise politique

◆ **Marc Ravalomanana annonce son retour et doit y renoncer au moment d'embarquer sur le vol Johannesburg-Antananarivo.** Il devait rentrer d'Afrique du Sud le 19 février sur un vol régulier pour présenter ses amendements à la feuille de route et imposer sa participation aux négociations qui doivent reprendre au retour des médiateurs. L'annonce a provoqué un fort regain de tension et a été interprétée par certains comme une manipulation médiatique visant à faire échouer la finalisation des négociations de sortie de crise. Les chancelleries ont fait preuve de la plus grande prudence et l'Afrique du Sud, soutien supposé de Marc Ravalomanana, s'est trouvée placée dans une situation inconfortable. L'information relative à son expulsion a été démentie par l'ambassade et la ministre de la Justice malgache a rappelé qu'il n'existe pas d'accord d'extradition entre les deux pays. Des rumeurs sur son éviction d'Afrique du Sud se sont propagées en janvier, suite à des révélations de *Wikileaks* mettant en cause l'ancien président dans des trafics de drogue et des tentatives de déstabilisation de la Transition. La mesure devait prendre effet avant fin février. L'ambassade américaine a reçu les partisans de sa mouvance à la recherche d'appuis. Les autorités malgaches ont pris d'importantes dispositions préventives et le ministre des Forces armées a mis en garde les militaires qui feraient montre de désobéissance. La ministre de la Justice a déclaré que le président déchu ferait l'objet d'une arrestation dès son arrivée, pour répondre de ses actes. Les proches de Didier Ratsiraka (qui n'a toujours pas fait connaître la date de son retour), estiment que les anciens présidents doivent rentrer au pays afin de contribuer au dialogue de résolution de crise. Les autorités ont demandé à la compagnie que devait emprunter l'ancien président de ne pas le laisser embarquer, suite à réception d'une missive le déclarant « *persona non grata* » à Madagascar. Un de ses collaborateurs a indiqué que l'ex-président étudiait d'autres possibilités pour se rendre dans la Grande Ile, notamment par avion privé.

◆ **Le Président sortant de l'Union des Comores, Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, en visite officielle.** Outre l'objectif de resserrer les liens entre les deux pays et de régler certains problèmes bilatéraux, il aurait été chargé d'une mission de conciliation par le président de la Commission de l'UA. Les Comores appuient la feuille de route de Leonardo Simão.

◆ **Joaquim Chissano adresse une feuille de route révisée aux acteurs politiques.** Elle reprend très largement la proposition de Leonardo Simão, ce qui contredit les affirmations du président déchu. Il est écrit que la Transition s'engage à protéger les biens et la famille de Marc Ravalomanana, si celui-ci s'engage à ne pas entreprendre de manœuvres déstabilisatrices. Son retour au pays reste soumis à l'appréciation du futur gouvernement issu des élections, une manière de désavouer sa tentative de retour anticipée. Joaquim Chissano précise que la consensualité ne signifie pas nécessairement unanimité. Le Premier ministre de consensus ne pourra être originaire de la même province que le président de la Transition, ni être issu de la majorité présidentielle. L'équilibre régional devra être respecté dans les nominations. La loi d'amnistie devra être ratifiée par le Parlement et aucune élection ne pourra avoir lieu avant cette ratification. Les détournements de fonds publics seront exclus des mesures d'amnistie. La liberté de manifestation fait désormais explicitement partie des droits de l'homme qui doivent être préservés. La feuille de route adoptée par un certain nombre de formations politiques liste 35 engagements pris par les acteurs politiques malgaches et la communauté internationale.

◆ **Le président de la HAT et le président du Congrès n'hésitent pas à s'afficher en public.** Raharinaivo Andrianantoandro, président de l'une des deux ailes de l'ex-parti présidentiel Tim, se félicite du sérieux des travaux engagés par la Transition. Il fustige ses anciens compagnons de lutte.

◆ **Roland Ratsiraka, en tournée dans l'île, préparerait sa candidature à la présidentielle.** Il cultive sa différence avec le président de la HAT, en dépit des fonctions exercées au sein du régime.

◆ **L'OIF s'investit dans la médiation.** L'organisation a délégué 3 émissaires qui ont multiplié les contacts, notamment avec la société civile. Elle entérine la feuille de route et évoque un possible soutien aux futures élections. Ses experts se sont rendus auprès des démembrés de la CENI. L'initiative de l'OIF, secondée par la COI, est perçue par certains comme téléguidée par la France, désireuse de hâter la reconnaissance du régime. La crainte de voir Madagascar quitter la Francophonie pourrait motiver cet engagement, le régime Ravalomanana ayant déjà dans le passé brandi cette menace. Le ministre français de la Coopération, Henri de Raincourt, est venu apporter son soutien à la feuille de route de la Sadc.

◆ **Sortie de crise : la CNOSC reste vigilante. Elle se prononce pour la non-candidature des membres du gouvernement aux différents scrutins.** L'organisation, qui fait peu parler d'elle, affirme poursuivre ses rencontres, de manière discrète. Malgré sa déclaration de soutien à tout processus de résolution de la crise, elle s'en tient à une certaine réserve par rapport aux initiatives en cours qui feraient la part belle au régime.

◆ **Une partie de la diaspora européenne apporte son soutien à la feuille de route.** Plusieurs organisations politiques et associations, engagées dans une recherche démocratique de sortie de crise, annoncent leur soutien au projet de la Sadc et la création d'un « *cercle de concertation pour la refondation républicaine* ». Ils affirment ne pas renier « *leurs loyautés d'affiliation politique respectives, ni chacune de*

leurs appréciations des causes et des conséquences de la crise politique à Madagascar ou des aspirations des uns et des autres à de légitimes évolutions de la situation locale ».

◆ **Intense mobilisation à l'annonce du retour de l'équipe de médiation.** Au centre des débats, l'éventuelle participation des 3 mouvances et d'autres groupements aux institutions de la Transition, mais surtout la reconnaissance internationale au travers de l'application de la feuille de route. Les 3 mouvances espèrent toujours pouvoir infléchir les propositions de Leonardo Simão, alors que le pouvoir s'impatiente de conclure. La mouvance Ravalomanana conditionnerait son accord à la possibilité, pour l'ancien chef de l'Etat, de se présenter à la présidentielle. La mouvance Zafy a transmis ses contre-propositions. Elle exige que le président de la HAT ne puisse plus nommer en dernier ressort le PM ou le président de la CENI.

◆ **Andry Rajoelina à la communauté internationale : refus du « deux poids deux mesures ».** Les événements d'Egypte conduisent les dirigeants de la Transition à faire un rapprochement avec le mouvement populaire de 2009. Hosni Mubarak a démissionné et a transmis le pouvoir à l'Armée, comme est supposé l'avoir fait Marc Ravalomanana. La Transition estime qu'« il y a une similitude certaine avec ce qui s'est passé ici, à Madagascar et là-bas, en Egypte ». La communauté internationale ne doit donc pas faire preuve de partialité. « Mais la différence est qu'à Madagascar, le directoire militaire a été conscient et a pu se ressaisir pour comprendre à qui il fallait remettre ces pouvoirs », ajoute Andry Rajoelina.

◆ **Des luttes intestines dans l'entourage du président de la HAT.** L'entourage d'Andry Rajoelina serait miné par des luttes intestines et des intrigues. Certaines personnalités qui se targuent d'appartenir au premier cercle du pouvoir se permettraient d'intervenir dans tous les domaines et de donner des instructions, au mépris des règles de l'administration. La presse déplore le népotisme renaissant. *La Gazette* rappelle que le soulèvement populaire de 2009 laissait espérer une rupture avec les pratiques du passé. Le quotidien constate que malheureusement la période transitoire a ouvert les vannes de l'impunité...

Droits humains, gouvernance

◆ **Fetison Rakoto Andrianirina nommé président du Comité de solidarité avec les détenus politiques et victimes du « non droit ».** Une décision intervenue peu après son procès et sa remise en liberté. La structure revendique la libération de tous les détenus politiques, qui, selon elle, sont au nombre de 150.

◆ **Affaire Radio Soatalily : un décès gênant.** L'épouse de l'un des prévenus dans l'affaire de la radio de Toliara, sous mandat de dépôt depuis 6 mois, est tombée gravement malade. Toutes les demandes de sortie de son conjoint ont été refusées par le tribunal, jusqu'au décès de celle-ci. La presse dénonce une atteinte aux droits de l'homme et s'étonne du silence de la société civile. 7 membres de l'association sont encore détenus, alors qu'aucune charge n'a été retenue contre eux.

◆ **Employées malgaches au Liban : une commission est sur place.** Sa mission : aviser les autorités malgaches de l'opportunité de faire envoyer un avion pour rapatrier les jeunes femmes maltraitées.

Actualité économique et sociale

◆ **Coût de la vie : risque d'explosion sociale.** Pour certains médias, l'administration ferait la preuve de son impuissance à assurer le ravitaillement de la population et favoriserait les spéculateurs. Une situation exploitée par les adversaires de la Transition mais probablement aussi par certains caciques du régime, qui y trouveraient également leur compte, dans le cadre de rivalités internes pour le pouvoir. Les évêques catholiques exhortent les autorités à se préoccuper du bien commun, et notamment de l'approvisionnement en PPN, en médicaments, à l'accès à la santé et à la lutte contre l'insécurité. L'incapacité des dirigeants à prévenir l'explosion du prix du riz est dénoncée, alors que la dernière récolte a été satisfaisante. Certains soupçonnent l'existence de manœuvres visant à créer artificiellement la pénurie et à rendre nécessaires des importations massives pouvant alimenter des stocks de guerre pour les campagnes électorales à venir. Une importante escroquerie a été mise à jour dans les procédures d'importation de riz, mettant en cause un grand distributeur. Des malversations qui pourraient expliquer pour partie la flambée des cours.

◆ **Les pirates somaliens menacent directement le canal du Mozambique.** Ils utilisent de plus en plus de bateaux-mère pour l'approvisionnement de leurs esquifs. Les pirates interviennent plus à l'Est, dans l'océan Indien, et au Sud-ouest, dans le canal du Mozambique. 4 Malgaches sont retenus sur un bateau comorien capturé le 31 octobre. Plus de 16.000 bateaux empruntent chaque année cette voie maritime.

◆ **Environnement : les USA accablent la Transition.** La Chambre des Représentants a voté une résolution condamnant la destruction de la forêt malgache. Elle appelle la Grande Ile à arrêter l'exploitation illégale des bois précieux et le braconnage. Elle demande aux pays importateurs d'intensifier leurs inspections. *La Gazette* condamne cet « anathème ». La situation catastrophique dénoncée résulterait de la suspension de l'aide des bailleurs de fonds en faveur de la défense de l'environnement.

◆ **Global Witness et l'Environmental Investigation rejette les allégations d'Andry Rajoelina.** Le président de la HAT l'avait accusée d'être impliquée dans une campagne visant à nuire à son image. L'accusation fait suite à une enquête de l'organisation qui fait référence à des déclarations de commerçants chinois dénonçant l'implication du président de la HAT dans le commerce illégal de bois de rose.